LILLE (MPE-Média) - La tenue du débat public organisé par la Commission nationale ad hoc à propos de la gestion des matières et déchets nucléaires a été empêchée par des personnes se réclamant d'associations contre le nucléaire, ce 28 mai au soir, à Lille. **Verbatim du communiqué de la Commission en charge de ce débat.**

« La présidente de la commission particulière de ce débat public, Mme Isabelle Harel-Dutirou a constaté, après plus d'une heure de réunion, l'impossibilité de poursuivre un débat public équilibré et a clôturé la réunion.

« Dès l'ouverture de la réunion, à 18h30, plusieurs dizaines de personnes réparties à travers la salle ont exprimé leur refus de la tenue d'un débat public. Ces personnes ont perturbé de manière organisée le déroulement de la réunion par un chahut rendant les échanges difficiles et parfois impossibles, s'agissant notamment des tentatives de prise de parole de représentants industriels ou institutionnels.

« À 19h55, Isabelle Harel-Dutirou a constaté que, malgré les efforts des membres de la commission particulière du débat public, il était impossible de tenir un débat équilibré sur la gestion des matières et déchets radioactifs. Elle a mis fin au débat. Pendant plus d'une heure, de très nombreuses personnes sont demeurées dans la salle pour échanger de manière informelle et pacifiée.

"Nous restons convaincus que le débat public est une forme importante

et nécessaire de démocratie participative"

« Avec tous les membres de la commission particulière du débat public PNGMDR, je souhaite d'abord remercier les citoyens aux sensibilités différentes qui se sont déplacés pour participer au débat public à Lille, le 28 mai. Je regrette que des personnes se présentant comme des

membres d'associations antinucléaires aient empêché des citoyens et participants au débat public de s'informer, de poser des questions, d'apporter des éléments de réponse et d'exprimer leurs opinions lors de cette réunion. Nous restons convaincus que le débat public est une forme importante et nécessaire de démocratie participative où tous les sujets, dont la gestion des matières et déchets radioactifs, peuvent être abordés de manière ouverte et intelligente », a déclaré Isabelle Harel-Dutirou, présidente de la commission particulière du débat public sur le Plan de gestion des matières et des déchets radioactifs suite à ces agissements.

« Nous espérons qu'au cours de ce débat public, les citoyens s'empareront du sujet des déchets radioactifs – il nous concerne tous - et que les échanges se déroulent de manière équilibrée et responsable, argumentée et constructive. Que l'on soit pour ou contre le nucléaire, les déchets radioactifs existent. L'objet de ce débat est d'informer et de permettre des échanges contradictoires pour éclairer la décision », a-t-elle conclu.

LA RÉDACTION

Des débats ont eu lieu depuis le 17 avril à Paris et se poursuivront jusqu'au 25 septembre.

Voir aussi via:

https://pngmdr.debatpublic.fr/

http://www.mpe-media.com/index.php?option=com_content&view=article&id=2328 :energie-actus-france&catid=29:les-actus&Itemid=27



IMPROVE YOUR FRENCH AND YOUR
MARKETS, FIGHT AGAINST CLIMATE
& BECOME A RAW MATERIAL & ENE
WITH MPE-MEDIA YEARLY NEWS & E
WIN CY SPECIAL MEMBERSHIP

www.mpe-media.com